

Communiqué aux médias commun

Bâle/Zurich/Berne, le 29 avril 2025

Position de l'Alliance Environnement sur le programme d'allégement budgétaire 27

Le Conseil fédéral sacrifie la protection de la nature et du climat pour des économies

Le programme d'allégement budgétaire affecte de façon disproportionnée la protection de la nature, du climat et les transports publics, leur faisant porter près d'un quart des mesures d'économie. Le Conseil fédéral détruit ainsi des ressources vitales pour les générations à venir. Les membres de l'Alliance Environnement demandent une analyse d'impact sérieuse et un changement d'optique: ce sont les subventions dommageables à l'environnement et les cadeaux fiscaux qu'il faut supprimer.

Les coupes budgétaires d'aujourd'hui ne doivent pas générer des coûts supplémentaires demain. Mais le Conseil fédéral fait fi de ce principe de bonne gouvernance dans le programme d'allégement budgétaire 27. Cet exercice très déséquilibré frappe de plein fouet la protection de la nature et du climat, ainsi que les transports publics. Ces domaines seront privés d'un quart des 3,6 milliards de francs à économiser et souffriront de graves conséquences financières. Exemple: s'il n'y a plus d'argent pour les projets de renaturation, les marais vont s'assécher en libérant du CO₂. Ces habitats qui abritent aujourd'hui de nombreuses espèces menacées seront définitivement perdus. La crise du climat et la crise de la biodiversité vont s'aggraver au détriment des générations futures. C'est inacceptable.

Pour une analyse d'impact et une suppression des subventions préjudiciables

Dans leur prise de position, BirdLife Suisse, Greenpeace Suisse, Pro Natura, la SES, l'ATE et le WWF Suisse demandent au Conseil fédéral de ne pas adopter le programme d'allégement avant d'avoir sérieusement analysé l'impact des coupes budgétaires et consulté les principaux acteurs, notamment les cantons et les communes. Il convient de prendre en compte les coûts qu'entraînerait le renoncement à agir aujourd'hui, mais aussi le potentiel de recettes à réaliser en supprimant les incitations négatives dommageables à l'environnement.

La Confédération dépense chaque année des dizaines de milliards de francs d'impôts pour des subventions et des avantages fiscaux qui détruisent la nature et le climat. Des dégâts qu'il faut ensuite réparer à grands frais. Ces incitations négatives grèvent donc doublement le budget public. Leur élimination serait un énorme soulagement pour les finances fédérales et l'environnement. Les membres de l'Alliance Environnement font des propositions concrètes dans ce sens. Les économies ainsi réalisées permettront de financer des mesures de protection de l'environnement, qui, contrairement à ce que pense le Conseil fédéral, ne doivent en aucun cas être supprimées.

Mauvaise foi

Avec les coupes budgétaires annoncées dans le domaine de l'environnement, le Conseil fédéral contrevient à des décisions parlementaires toutes récentes et rompt une promesse mainte fois répétée lors de la campagne de la votation sur l'initiative Biodiversité. Alors qu'il s'était engagé à ne pas toucher au financement de la protection de la biodiversité, il veut aujourd'hui l'amputer de plus de 70 millions de francs. Avec à la clé le tarissement des aides

à l'éducation à l'environnement, une diminution drastique des moyens alloués aux revitalisations et à la biodiversité dans l'agriculture, et la disparition pure et simple du Fonds Suisse pour le Paysage.

Dans le domaine de la protection du climat, le Conseil fédéral veut supprimer ou réduire à la portion congrue plusieurs mesures issues de la loi sur le CO₂, adoptée il y a tout juste une année: le programme Bâtiment, les liaisons ferroviaires internationales de jour et de nuit ou la propulsion alternative sans CO₂ pour les bus et les bateaux. Les dépenses en faveur du climat dans le bâtiment retomberont à leur plus bas niveau depuis treize ans, des lignes de bus seront sacrifiées et des trains régionaux mis à l'arrêt, ou le prix du billet de transports publics augmenté. En contradiction flagrante avec le résultat des récentes votations et des enquêtes d'opinion.

Informations complémentaires:

- [Prise de position de l'Alliance Environnement sur le programme d'allégement budgétaire 27 \(en allemand\)](#)
- [Page du WSL/SCNAT sur les subventions dommageables à la biodiversité](#)
- [Étude de l'EPFL sur l'impact climatique d'allègements fiscaux en Suisse](#)
- [Étude de la SES /EBP sur les incitations négatives jouant sur la consommation d'énergie \(en allemand\)](#)
- [Étude du FiBL sur les coûts cachés du système agroalimentaire \(en anglais avec résumé en français\)](#)

Contacts:

ATE: Stephanie Penher, directrice, 079 711 19 15, stephanie.penher@ate.ch

SES: Léonore Hälg, Leiterin Fachbereich erneuerbare Energie & Klima, 044 275 21 24, leonore.haelg@energiestiftung.ch

BirdLife Suisse: François Turrian, directeur romand, francois.turrian@birdlife.ch, 079 318 77 75

Pro Natura: Sarah Pearson Perret, directrice romande, 079 688 72 24, sarah.pearsonperret@pronatura.ch

Greenpeace Suisse: Mathias Schlegel, porte-parole, 079 794 61 23, mathias.schlegel@greenpeace.org